

Défense de l'Europe : la nouvelle crise des fondements

Par **Olivier Schmitt**

Olivier Schmitt est professeur à l'Académie de défense du Danemark. Il a notamment publié *Préparer la guerre. Stratégie, innovation et puissance militaire à l'époque contemporaine* (Paris, Presses universitaires de France, 2024).

Alors que les menaces ne manquent pas, qu'elles soient d'origine étatique (Russie, Chine) ou non étatique (djihadisme), les principes fondamentaux de la sécurité européenne sont remis en cause. Dans un contexte où les États-Unis de Donald Trump souhaitent se désinvestir de la défense de l'Europe, plusieurs scénarios sont envisageables. Le plus souhaitable serait celui d'une « OTAN européenne », qui permettrait aux Européens de compenser graduellement un retrait progressif des États-Unis.

politique étrangère

En 1994, le général Lucien Poirier publiait *La crise des fondements*¹, une analyse du bouleversement stratégique causé par la fin de la guerre froide : impossibilité d'identifier un ennemi désigné, dilatation de la géographie des intérêts français, réduction du rôle de la force militaire dans la stratégie globale de l'État. Plus largement, la fin de la guerre froide marqua le début de l'unipolarité américaine au sein d'un système international dont les grands principes organisateurs pouvaient être condensés en : promotion de la démocratie libérale comme modèle politique, mondialisation du capitalisme financiarisé comme structure économique, et projection de la puissance militaire comme force de police internationale visant à contenir les risques transnationaux tels que le terrorisme.

Il est évident que nous sommes aujourd'hui face à une nouvelle crise des fondements, du fait de la disparition de ces principes organisateurs. La démocratie libérale est contestée jusqu'au sein de ses bastions historiques ; le libre-échange est battu en brèche par la montée du protectionnisme ; la guerre redevient un instrument d'affrontement géopolitique et

1. L. Poirier, *La crise des fondements*, Paris, Economica, 1994.

non plus un simple outil de gestion de risques transnationaux. Comme le soulignait Raymond Aron², il est crucial de prendre au sérieux la dimension idéologique des rapports internationaux : l'actuelle reconfiguration du système mondial marque le retour d'une conflictualité fondée sur les régimes, les valeurs et les identités politiques. Pour l'Europe, cette nouvelle configuration politique soulève des questions stratégiques majeures et de réels risques pour sa sécurité.

L'objectif de ces pages est de fournir une clé d'analyse des futurs possibles pour la sécurité européenne, en distinguant entre facteurs constants et variables. En croisant ces dimensions, il devient possible d'identifier plusieurs trajectoires stratégiques pour l'Europe, de la marginalisation sécuritaire à la prise de responsabilité pleine et entière. Cette réflexion prospective ne vise pas à la prédiction mais à éclairer les choix fondamentaux qui s'imposent désormais aux Européens, face à une reconfiguration accélérée de leur environnement géopolitique.

Les déterminants de la sécurité européenne

Les facteurs constants

Le premier facteur constant, déterminant, pour la sécurité européenne est l'ancrage dans la durée de l'hostilité russe à l'égard de l'Union européenne (UE) et de ses principaux partenaires. Il est désormais clair que la Russie constitue sans aucun doute la menace principale pour la sécurité européenne dans un futur prévisible, du point de vue des intentions comme des capacités.

En ce qui concerne les intentions, la Russie était depuis la fin de la guerre froide sur une trajectoire de confrontation progressive avec ce qui était perçu à Moscou comme un Occident hostile. Les discours révisionnistes³ liant tous les événements négatifs subis par la Russie à des forces occidentales aussi obscures qu'hostiles apparaissent dès les années 1990. Graduellement cooptés par le régime, ils sont promus dans son appareil de propagande médiatique dans les années 2000. Les pays occidentaux sont ainsi progressivement construits comme un contre-modèle culturel de ce que la Russie pense représenter.

Stratégiquement, la confrontation se met en place de différentes manières, avec des oppositions de principe entre Moscou et Occidentaux

2. R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

3. I. Yablokov, *Fortress Russia: Conspiracy Theories in the Post-Soviet World*, Londres, Polity, 2018.

sur la reconnaissance formelle d'une zone d'influence russe dans son étranger proche, sur le sens à donner aux différentes « révolutions de couleur » (vues comme une démocratisation progressive par les Occidentaux et interprétées comme des actions clandestines hostiles par Moscou), ou encore sur l'interventionnisme libéral occidental qui a caractérisé la période post-guerre froide. La Russie adopte une attitude de plus en plus hostile, formalisée par le discours de Vladimir Poutine à la conférence de Munich sur la sécurité en 2007, l'invasion de la Géorgie en 2008 puis la première invasion de l'Ukraine en 2014. Dans les années 2010, Moscou intensifie ses actions de propagande et de sabotage (relations « particulières » avec des responsables politiques occidentaux, export de la chaîne de propagande RT, assassinats d'opposants politiques sur le territoire d'États européens, etc.) et conduit des actions diplomatiques visant à subvertir les règles du multilatéralisme⁴.

Depuis le déclenchement de la guerre d'Ukraine en 2022, le régime s'est radicalisé et a officialisé une idéologie qui interprète l'histoire russe comme un long conflit contre les pays occidentaux, et un État fort et autoritaire comme le seul moyen de remporter cette compétition. Tant que Vladimir Poutine est au pouvoir, aucune « normalisation » n'est à attendre de la part de Moscou. Il n'y a pas de raison à ce stade de penser que cette idéologie ne sera pas reprise par son successeur⁵.

En termes de capacités, la mobilisation de l'industrie de défense russe dans le contexte d'une économie de guerre fournit diverses options au Kremlin, surtout si une forme de cessez-le-feu en Ukraine lui ôte la contrainte de l'attrition du champ de bataille⁶. L'alliance avec la Corée du Nord est également significative, puisque Pyongyang a non seulement déployé des troupes mais aussi livré à Moscou des munitions, dont des missiles utilisés pour frapper l'Ukraine. Surtout, la Russie n'a pas besoin d'envahir toute l'Europe pour accomplir ses objectifs stratégiques : le risque n'est pas de voir des chars T-72 à Brest ou sur les Champs-Élysées. En revanche, une prise de gage territorial dans un pays membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), visant à tester la solidarité de l'Alliance et la crédibilité de l'article 5, est le véritable enjeu : la tentation pourrait être forte pour Moscou de chercher à démontrer un

4. O. Schmitt, « How to Challenge an International Order: Russian Diplomatic Practices in Multilateral Security Organisations », *European Journal of International Relations*, vol. 26, n° 3, 2020.

5. M. Laruelle, *Ideology and Meaning-Making under the Putin Regime*, Redwood City, Stanford University Press, 2025.

6. D. Massicot, « Russian Military Reconstitution: 2030 Pathways and Prospects », Carnegie Endowment for International Peace, 12 septembre 2024.

éventuel manque de fiabilité de l'Alliance, et ainsi provoquer son effondrement politique. Celui-ci entraînerait probablement par la suite une forme d'implosion de l'UE, puisqu'il n'y a pas de raison de penser que des pays qui n'ont pas été protégés par les alliés continueraient d'accepter de créer une « union toujours plus étroite » avec ces mêmes États. Dans le futur prévisible, Moscou disposera vraisemblablement des moyens de réaliser ses intentions : provoquer l'effondrement des organisations occidentales de sécurité. Du point de vue européen, la Russie est donc l'adversaire probable et structurant.

La Russie, adversaire probable et structurant

Deux autres constantes peuvent être identifiées. La première est le poids croissant de la Chine dans la définition des normes de fonctionnement du système international. La trajectoire économico-politique de ce pays laisse peu de doutes sur le fait qu'il jouera un rôle toujours plus important dans le futur prévisible et que la rivalité avec les États-Unis sera durable. Celle-ci va se traduire par une compétition pour l'infrastructure du système international, y compris sa structuration en termes d'alliances, d'institutions internationales ou de systèmes économico-financiers. L'enjeu va être la fourniture de biens collectifs (sécurité, commerce, etc.) par l'une des deux grandes puissances et la structuration d'un réseau de dépendance autour de la fourniture de ces biens : on peut déjà distinguer des politiques de multi-alignement de la part d'États souhaitant bénéficier à la fois de la sécurité régionale fournie par les États-Unis (capacité à dissuader des adversaires potentiels) et de la stabilité de régime fournie par la Chine (capacité à renforcer le régime politique en place)⁷. L'enjeu, pour les pays européens, sera de trouver leur place dans cette compétition économico-sécuritaire permanente.

Enfin, la dernière constante est la prévalence de la menace djihadiste pour les Européens. En dépit de l'affaiblissement des dirigeants centraux d'Al-Qaïda et de l'État islamique, les filiales régionales prospèrent. Le djihadisme reste une idéologie de résistance vivace, alimentée par des griefs anti-régimes, l'attrait religieux et la capacité de nuire. Le modèle transnational connaît un recul, au profit de stratégies régionales plus modestes, comme en Afrique sahélienne. Toutefois, malgré le déclin actuel de la menace en Europe, il faut s'attendre à de nouvelles mobilisations et à une résurgence potentielle à moyen terme⁸. Il est hautement

7. S. Chestnut Greitens et I. B. Kardon, « Security without Exclusivity: Hybrid Alignment under U.S.-China Competition », *International Security*, vol. 49, n° 3, 2025, p. 122-163.

8. B. Mendelsohn, « On the Horizon: The Future of the Jihadi Movement », *CTC Sentinel*, vol. 17, n° 3, 2024, p. 1-10.

improbable que les mouvements djihadistes aient un jour la capacité militaire ou politique de profondément modifier l'architecture de sécurité européenne comme peut le faire la Russie, mais l'emploi du terrorisme promet des effets politiques disproportionnés par rapport à la gravité des attaques elles-mêmes. La question de la lutte antiterroriste doit donc rester présente à l'esprit des décideurs.

Des interactions existent certes entre ces trois menaces. Par exemple, le développement des liens entre la Russie et les États du Sahel aura pour conséquence probable un renforcement de l'opposition aux régimes locaux, ce qui impliquera sûrement une nouvelle attractivité des groupes djihadistes, perçus comme la seule opposition crédible. Mais ces trois tendances constituent des constantes pour la sécurité européenne.

Les variables

Les deux principales variables à considérer sont l'évolution de l'attitude des États-Unis à l'égard de l'Europe et le degré de cohésion politique des Européens eux-mêmes. Une transformation politique d'ampleur est en cours à Washington, garant de la sécurité européenne depuis 1945, mais sa direction exacte est encore indéterminée. L'une des tendances peut être qualifiée de « russification des États-Unis ». La première composante de ce processus est idéologique. Il convient en effet de prendre au sérieux le programme idéologique des soutiens de l'administration Trump, qui réunissent trois grands courants.

D'abord, une branche « intellectuelle », représentée par J. D. Vance, dont les influences croisent des penseurs anti-libéraux (qui pensent que la démocratie libérale est un problème) comme Patrick Deneen et des partisans des « lumières sombres » comme Curtis Yarvin. Leur vision fondamentale est une haine à l'encontre de la démocratie libérale et une volonté explicite de hiérarchisation des individus en fonction de leurs « compétences ». Le deuxième courant est représenté par Elon Musk : un libertarianisme (hostile à l'État fédéral) croisé à un techno-futurisme (le génie industriel va permettre la prospérité). Le troisième courant est représenté par Steve Bannon : il s'agit de la branche nationaliste radicale du mouvement. Les références sont ici bien plus proches du suprémacisme blanc et du fascisme, maquillés d'allusions à la pop culture qui fournissent un « déni plausible ».

Ces trois courants se rejoignent sur un rejet assumé de la démocratie libérale (associée aux mots repoussoirs du moment : mondialisme, wokisme...) et un sentiment exacerbé de revanche à prendre sur le traitement prétendument injuste dont auraient été victimes les États-Unis de

la part de leurs alliés depuis 1949. Aussi absurde que ce sentiment de victimisation puisse paraître vu d'Europe, la mue idéologique est claire : en termes de valeurs communes, l'électorat républicain, et notamment son cœur MAGA, est aujourd'hui beaucoup plus proche de la Russie que des partis conservateurs européens traditionnels⁹. Cette évolution idéologique a été clairement présentée par J. D. Vance à la conférence de Munich pour la sécurité en février 2025. Le vice-président américain est transparent sur le fait que l'administration Trump considère qu'il n'y a pas de différence idéologique majeure entre elle et la Russie (alors qu'il y en a de profondes entre elle et les Européens), et que la guerre en Ukraine est une incompréhension conjoncturelle, pas le révélateur d'une divergence structurelle. La vision internationale de l'administration est en effet celle d'un néo-impérialisme assumé, comme le montrent les propos répétés du président sur le Canada ou le Groenland¹⁰.

Ce programme idéologique appuie une tentative tout à fait exceptionnelle d'étendre aussi loin que possible les pouvoirs de l'exécutif comme extension de la volonté du président, au mépris affiché des contre-pouvoirs. Dans les cent premiers jours de son second mandat, Donald Trump a ignoré les usages traditionnels en matière de gouvernance, en contournant largement un Congrès qu'il juge « archaïque ». Malgré le contrôle républicain des deux chambres, il a préféré gouverner par décrets et s'appuyer sur les pouvoirs impériaux de l'exécutif pour imposer des droits de douane élevés, affaiblir l'administration fédérale et ignorer certaines lois votées par le Congrès. Il cherche même à remettre en cause l'autorité législative, notamment en refusant de dépenser des fonds légalement alloués ou en bloquant l'application de lois comme celle forçant la vente de TikTok. Ces actions menacent le principe constitutionnel de la primauté du pouvoir législatif sur les finances publiques.

En parallèle, l'administration Trump a démantelé les garde-fous internes à l'exécutif, notamment en court-circuitant le Bureau du conseil juridique du département de la Justice, supprimant les normes de contrôle et d'indépendance post-Watergate. La politisation croissante des agences, en particulier celle de la Justice, fait craindre un basculement vers un État dual où la loi s'appliquerait au fil de la volonté du pouvoir politique. Paralysé par la polarisation politique, le Congrès ne constitue plus un contre-pouvoir efficace, ce qui place la Cour suprême en première

9. J. Burn-Murdoch, « Why the MAGA Mindset is Different », *Financial Times*, 6 mars 2025.

10. S. E. Goddard, « The Rise and Fall of Great-Power Competition: Trump's New Spheres of Influence », *Foreign Affairs*, 22 avril 2025.

ligne pour défendre les fondements constitutionnels face à un exécutif qui tente d'étendre son autorité au-delà des limites établies.

Enfin, le dernier marqueur de la russification du régime est la mise en place d'un système de loyauté personnelle à l'égard du président, qui se traduit par la normalisation de la corruption comme facilitateur de la prise de décision. L'administration Trump ne fait pas mystère de sa volonté de purge idéologique, depuis les universités jusqu'aux administrations centrales, afin de garantir la promotion de ses partisans. Cette pratique s'étend à l'accès au président lui-même, qui accorde des dîners en tête-à-tête pour peu que l'interlocuteur soit prêt à déboursier cinq millions de dollars, demande des faveurs aux milliardaires souhaitant la protection de leurs intérêts commerciaux (Jeff Bezos déboursant 40 millions de dollars pour faire produire par Amazon un documentaire sur Melania Trump) et a surtout profondément affaibli les mécanismes de lutte anticorruption. L'administration a en effet dissous des unités du FBI et du département de la Justice vouées à contrer les ingérences russes ou chinoises, à traquer les actifs d'oligarques ou à faire respecter les lois anticorruption internationales ; congédié les inspecteurs généraux de 17 agences fédérales ainsi que le directeur de l'*Office of Government Ethics*, des postes clés pour garantir la transparence et prévenir les conflits d'intérêts ; et considérablement affaibli la mise en œuvre du *Foreign Corrupt Practices Act*.

L'administration Trump ne fait pas mystère de sa volonté de purge idéologique

Au total, le premier semestre de la nouvelle présidence Trump affiche une tentative de prise de contrôle totale de l'État fédéral pour en transformer la nature même. Il y a ainsi une possibilité réelle que les États-Unis rejoignent le club des régimes caractérisés par l'« autoritarisme compétitif » (comme la Russie, la Hongrie ou la Turquie), où les élections ont lieu comme rituel mais ne sont ni équitables ni transparentes¹¹. Si cette tentative réussit, l'enjeu pour l'Europe sera de devoir faire face à un régime américain ouvertement hostile, étant donné l'opposition idéologique fondamentale de celui-ci à la démocratie libérale. Il est aussi possible que cette tentative échoue. Au bout de cent jours de présidence, le taux d'approbation de l'action du président était le plus bas jamais mesuré depuis Eisenhower ; le mouvement MAGA peut se fracturer du fait de tensions internes entre ses différentes composantes idéologiques ; les

11. S. Levitsky et L. A. Way, « The New Competitive Authoritarianism », *Journal of Democracy*, vol. 31, n° 1, 2020, p. 51-65.

tarifs douaniers peuvent fragiliser son soutien à la fois auprès des électeurs et des industries ; le système juridique peut être un contrepoids important limitant l'action du président ; et l'opposition démocrate peut se remobiliser autour d'une nouvelle offre politique attirante.

Même si la tentative de transformation politique trumpienne échoue, il n'y aura pas de retour au *statu quo ante* : la base idéologique MAGA ne va pas disparaître et les priorités stratégiques américaines seront toujours plus orientées vers l'Asie. Dans la configuration optimiste, du point de vue européen, les États-Unis sont une puissance bienveillante mais en soutien (et non plus leader) de l'organisation de la sécurité européenne.

La deuxième grande variable est la cohésion des Européens eux-mêmes, et l'hypothèse du renforcement de l'intégration européenne. Le projet européen repose historiquement sur l'idée que l'Europe se construit en réponse aux crises. Si cette dynamique a permis des avancées lors de la pandémie de Covid-19 et de la guerre en Ukraine, le « minimum de consensus européen » nécessaire à l'intégration semble pourtant s'effriter. L'enthousiasme pour « plus d'Europe » n'est plus unanime, contesté tant par la droite radicale que la gauche radicale, et certains États membres renforcent leur rôle national sur des dossiers clés, comme la sécurité ou la migration, quand ils n'y sont pas ouvertement hostiles (comme la Hongrie). Le projet européen est désormais davantage défini par la peur des menaces que par une ambition collective inspirante, ce qui empêche les 27 de répondre à des questions fondamentales sur l'avenir et la finalité de l'Union.

Un enjeu important est ainsi la reprise de l'intégration économique, en pause depuis plusieurs années. Le soi-disant « marché unique » souffre d'une fragmentation continue : 24 langues différentes sont un obstacle naturel au commerce transfrontalier, mais la survivance de nombreuses barrières nationales au commerce intra-Union – systèmes fiscaux différents, professions réglementées, législations nationales différentes – constitue l'obstacle le plus important à la croissance. Logiquement, les marchés des capitaux sont eux aussi fragmentés, ce qui limite les possibilités d'investissement. L'intégration du marché des capitaux, telle que préconisée dans le rapport Letta, devrait aider à financer les investissements de long terme dans la défense, mais aussi dans la transformation énergétique. La cohésion ne résulte pas d'un magique processus incontrôlable, elle relève d'une combinaison de menaces communes, de normes partagées, d'institutions contraignantes et de volonté politique¹². S'il n'est pas question de définir ici les actions pouvant conduire au

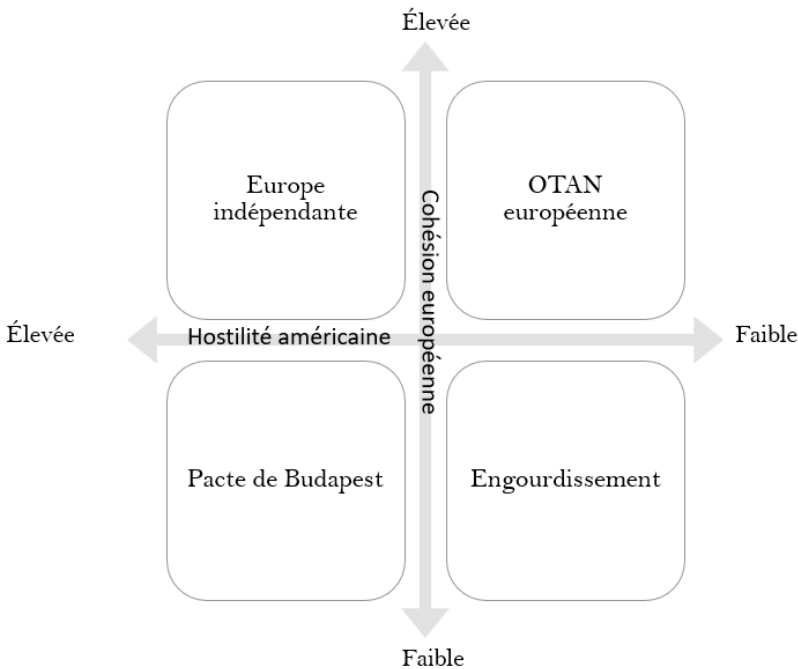
12. D. Kunertova et O. Schmitt, « Assessing NATO's Cohesion: Methods and Implications », *International Politics*, 2024.

renforcement de la cohésion européenne, on sait que deux grandes possibilités existent. La première est un sursaut de cohésion se traduisant par un renouveau de l'intégration européenne, échelle nécessaire pour la prise en compte des défis structurants à l'œuvre. La seconde est, au contraire, une nouvelle fragmentation et un affaiblissement des relations politiques entre Européens.

Les trajectoires possibles

Le croisement de ces deux grandes variables permet d'identifier quatre options schématiques pour la sécurité européenne. La réalité sera probablement moins marquée que ce qui est présenté ici, mais identifier clairement ces possibilités permet de mettre en avant les facteurs et enjeux déterminants.

Schéma 1 : les quatre options pour la sécurité européenne



La première possibilité – « Europe indépendante » – est une situation où l'hostilité américaine et la cohésion européenne sont élevées. Dans cette situation, les États-Unis considèrent les pays européens comme des adversaires, du fait d'irréductibles oppositions idéologiques, et se retirent définitivement de l'OTAN. La rivalité est nette dans le domaine commercial mais

aussi dans le domaine sécuritaire, puisque Washington exprime clairement ses intentions de prendre le contrôle de territoires européens comme le Groenland. Dans le Pacifique, la Nouvelle-Calédonie fait l'objet de convoitises territoriales similaires étant donné sa position géostratégique importante dans le cadre de la rivalité sino-américaine. Toutefois, les pays européens font bloc face à la menace permanente de la Russie et la nouvelle menace américaine, en renforçant leur intégration économique et militaire. À la suite du départ américain, l'OTAN est devenue une coquille vide. Les pays européens recréent une organisation militaire dupliquant les doctrines et procédures otaniennes, mais sous contrôle politique du Conseil européen et en établissant un partenariat privilégié avec le Royaume-Uni. D'un point de vue stratégique, l'Europe est indépendante. Le coût financier nécessaire pour compenser le retrait des capacités militaires américaines est cependant colossal : si le défi institutionnel est relevé avec brio, l'Europe ne dispose pas de la capacité financière et industrielle pour combler ses manques capacitaires. Unie, mais affaiblie et vulnérable, l'Europe indépendante est un acteur de second plan de la compétition stratégique internationale.

La deuxième configuration voit une hostilité américaine élevée et une cohésion européenne faible. Dans cette situation, les États-Unis pourraient être tentés d'utiliser leur poids stratégique dans l'OTAN comme levier de fragmentation et de vassalisation des Européens, se comportant comme l'URSS vis-à-vis de ses « alliés » durant la guerre froide. Washington interviendrait ainsi dans la politique nationale des États européens, cajolant ou punissant les alliés en fonction de la proximité idéologique de leurs gouvernements. L'OTAN, dont le fonctionnement unique dans l'histoire des alliances reposait sur un degré de confiance inédit et des normes démocratiques partagées (et notamment par le *primus inter pares* américain)¹³, se transformerait alors en « pacte de Budapest », le régime orbanien étant à la fois un modèle et un relais idéologique du mouvement MAGA. Dans cette situation, la sécurité européenne face à la Russie resterait assurée par les États-Unis sur le principe d'une vassalisation assumée, forçant les Européens à d'innombrables concessions économiques et politiques pour que Washington maintienne ses engagements. Compte tenu de l'évidente transformation de la nature du lien transatlantique, la crédibilité extérieure de cette nouvelle OTAN serait très affaiblie¹⁴, ce qui renforcerait la tentation russe d'en tester les limites.

La troisième configuration est celle de « l'engourdissement ». L'hostilité américaine est faible, mais la cohésion européenne l'est également. Dans ce

13. W. J. Thies, *Why NATO Endures*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

14. O. Schmitt, « Fiabilité et crédibilité des alliances », *Revue Défense Nationale*, n° 881, 2025.

scénario, Amérique du Nord et Europe continuent de célébrer les rites obligés de l'Alliance transatlantique, tandis que les intérêts stratégiques américains dérivent inexorablement vers l'Asie. Toutefois, les déclarations rassurantes et le langage convenu venant de Washington permettent à nombre de pays européens de s'auto-convaincre de la pérennité et de la fiabilité de la garantie de sécurité américaine, les dispensant d'un effort collectif de défense important. Malgré l'écart croissant entre les discours et les actes, le *statu quo* institutionnel s'installe. Du fait d'un sous-investissement capacitaire et du graduel désintérêt américain, l'Europe est désormais vulnérable.

Enfin, la dernière configuration est celle de « l'OTAN européenne », où l'hostilité américaine est faible et la cohésion européenne forte. Dans cette situation, les États-Unis restent un allié au sein de l'OTAN, à travers un partage du fardeau redéfini : Washington maintient ses engagements de défense mais abandonne le leadership sur la sécurité européenne, au profit des Européens eux-mêmes. La structure otanienne est ainsi investie aux postes clés par les Européens, qui consacrent l'effort financier nécessaire pour compenser le retrait (partiel) militaire américain. La transition est étalée sur plusieurs années, afin de donner le temps aux Européens de se doter des capacités militaires adéquates, et un nouveau *modus vivendi* est trouvé entre l'OTAN européenne et l'UE. Ce scénario est idéal pour les Européens, qui bénéficient toujours du dernier rideau de défense américain, tout en disposant des moyens d'une défense collective crédible. C'est donc vers celui-ci que les efforts politiques doivent tendre, en gardant en mémoire que certaines dynamiques (notamment les choix politiques américains) ne sont influencées qu'à la marge par le comportement européen.

L'Europe doit rompre avec sa dépendance capacitaire envers les États-Unis

Vers une nouvelle défense de l'Europe

Le scénario de l'OTAN européenne repose sur un double équilibre : maintenir l'ancrage transatlantique tout en réorientant progressivement la gouvernance, les capacités et la doctrine militaire de l'Alliance vers un leadership européen. Il s'agit moins de se détacher des États-Unis que de parvenir à une codirection crédible. Ce modèle exige une réinvention à la fois budgétaire, capacitaire, institutionnelle et stratégique de la sécurité européenne.

Le premier levier est financier. Si l'Europe veut piloter l'Alliance, elle doit rompre avec sa dépendance capacitaire envers les États-Unis. Un effort collectif vers une norme de 3 à 3,5 % du produit intérieur brut pour les États membres est envisageable d'ici 2030. Cela permettrait non seulement de compenser la réduction de l'engagement américain mais aussi d'atteindre la masse

critique en matière d'équipements, de munitions et surtout de stocks de guerre, aujourd'hui insuffisants. Le point faible de la défense européenne n'est pas seulement le nombre de chars ou d'avions, mais l'absence de capacités de soutien stratégique : transport aérien, ravitaillement en vol, renseignement satellitaire, défense antimissile intégrée, drones longue portée, frappes de précision. Actuellement, ces domaines sont couverts à plus de 70 % par les États-Unis. La construction d'une OTAN européenne passe donc par un plan structuré de réduction de cette dépendance. À travers l'Agence européenne de défense et la nouvelle Direction générale pour la défense et l'espace de la Commission, l'UE pourrait piloter des programmes d'acquisition conjoints (notamment pour le spatial, les ravitailleurs, les munitions ou les systèmes antimissile), sur le modèle du programme MMF (*Multinational MRTT Fleet*) de gestion commune d'une flotte de tankers A330 MRTT (*Multi Role Tanker Transport*). Un budget européen dédié, combinant fonds communautaires et emprunts mutualisés, permettrait de financer cette transformation.

Pour que l'Europe devienne la force motrice de l'OTAN, elle doit occuper les postes stratégiques. Actuellement, le *Supreme Allied Commander Europe* (SACEUR) est toujours un Américain. Une réforme symbolique lourde et organiquement essentielle serait l'instauration d'un SACEUR européen. Tous les postes stratégiques de l'Alliance (secrétaire-général, SACEUR et SACT – *Supreme Allied Commander Transformation*) seraient ainsi confiés à des Européens.

La crédibilité d'une OTAN européenne passe par une forme de dissuasion nucléaire. Dans ce scénario idéal, les États-Unis continuent de promettre une dissuasion nucléaire élargie. Toutefois, la diminution effective de leur contribution militaire pourrait être interprétée par des adversaires comme un signe de moindre résolution à utiliser l'arme nucléaire en cas de menace vitale pour l'Alliance. Si le retrait conventionnel américain s'accompagne d'une progressive montée en puissance européenne, il pourrait en être de même dans le domaine nucléaire. Pour pallier une potentielle perception par des adversaires d'un manque de crédibilité de la dissuasion nucléaire élargie américaine, la France pourrait jouer un rôle central en assumant un dialogue stratégique renforcé avec ses partenaires, comme proposé par le président Macron. Il s'agirait de formaliser une dimension européenne de la doctrine française, *via* un conseil de concertation sur les « intérêts vitaux », des exercices conjoints et une doctrine publique liant la sécurité de l'Europe à la dissuasion française.

Une OTAN européanisée ne doit pas se substituer à l'UE mais s'articuler avec elle. Un nouveau traité interinstitutionnel pourrait être envisagé pour clarifier la division des tâches : l'UE comme puissance civile et capacitaire, l'OTAN

comme bras armé militaire. Le lien serait assuré par un conseil stratégique permanent réunissant le Service européen pour l'action extérieure, le Comité militaire de l'UE et les états-majors de l'OTAN. Cela permettrait une meilleure congruence entre les instruments de l'UE (Fonds européen de défense, Facilité européenne pour la paix) et les doctrines opérationnelles de l'OTAN.

En somme, la réussite du scénario de l'OTAN européenne suppose une volonté politique ferme, une vision stratégique claire et des investissements soutenus. Elle repose sur une dialectique de la continuité et de l'émancipation : maintenir l'architecture transatlantique tout en en redessinant la géométrie au profit des Européens, en espérant prouver aux États-Unis que l'Europe peut prendre sa part du fardeau stratégique.

* * *

La brève exploration du scénario idéal présenté ici ne doit pas faire oublier que d'autres configurations sont possibles, y compris certaines très dangereuses pour la sécurité européenne. L'objet de ce type d'exercice n'est en effet pas de prédire l'avenir mais d'imaginer différents scénarios possibles, afin de déterminer quelles actions entreprendre pour faire advenir le futur désirable tout en se gardant des futurs dangereux.

S'il convient d'agir pour faire advenir le scénario « OTAN européenne », il est également important de penser comment réagir en cas d'évolution vers l'une des autres configurations possibles. C'est pourquoi les Européens doivent désormais raisonner en termes de résilience stratégique et de flexibilité politique. Ce qui implique d'une part d'investir massivement et durablement dans leurs capacités de défense et, d'autre part, de construire les mécanismes institutionnels leur permettant de faire face à des chocs politiques majeurs, qu'ils viennent de Washington ou d'ailleurs. La préparation à l'incertitude est désormais une exigence politique, pas une option intellectuelle.



Mots clés

Défense européenne

Sécurité européenne

OTAN

Relations transatlantiques